

DÉCOLONISATION DE L'AFRIQUE ET CORRUPTION

Briser des mythes et relever des défis

Cinquante ans après le début de la décolonisation, en Algérie, comme dans nombre de pays africains riches en pétrole et autres produits miniers, si les ressources viennent à manquer ou qu'elles ne sont pas judicieusement redistribuées, l'instabilité menace. Les Etats se transforment alors en Etats purement prédateurs, utilisant la force uniquement pour se maintenir au pouvoir et en extraire tous les bénéfices possibles. Les crises économiques, qui se sont succédé ces dernières décennies, et les remèdes économiques qui leur ont été apportés ont eu pour résultat de tarir les ressources de l'Etat qui s'est trouvé ainsi en panne sèche. La crise économique s'est alors transformée en crise politique.

On voit ainsi comment la corruption en Afrique ne correspond pas à des finalités uniquement économiques d'enrichissement individuel, mais qu'elle a aussi des fonctions politiques et sociales qu'on ne peut ignorer. Elle se greffe sur le sous-développement, tout en vidant de leur contenu les politiques dites de développement. On ne voit pas comment un quelconque développement peut voir le jour dans de telles conditions, non pas que le développement suppose nécessairement la disparition de la corruption – les expériences asiatiques et occidentales nous montrent le contraire – mais que ce type particulier de corruption, à la fois systémique et patrimonial, ne peut qu'étouffer tout développement.

En raison de la nature patrimoniale de l'Etat, l'analyse de la corruption ne peut en Afrique se réduire à une simple analyse de type économique. La finalité de la corruption n'est pas seulement l'enrichissement et la survie économiques, elle est aussi profondément politique : c'est la survie politique des dirigeants qui est ici en jeu. Il faut insister sur le fait que dans un contexte structurel de rareté, le contrôle du pouvoir politique reste la clé de l'accès aux ressources économiques. Les enjeux de la compétition politique ne se réduisent donc pas seulement au simple contrôle de positions de pouvoir pour le pouvoir, ils sont difficilement dissociables d'enjeux économiques plus immédiats, d'où la difficulté majeure pour institutionnaliser, pacifier la compétition politique et donc démocratiser la vie politique. Les enjeux économiques et politiques sont en fait indissociables, car il faut des ressources économiques pour obtenir des ressources politiques et inversement. La corruption politique ne prend pas seulement la forme de la corruption électorale au sens d'achat des voix, elle s'étend aussi à l'achat et à la cooptation des opposants, ce qui fausse la compétition. Elle s'étend de même à l'ensemble du financement politique.

Les élections législatives du 10 mai dernier en Algérie illustrent on ne peut mieux ce phénomène. Le recours intensif à la corruption, combiné avec l'utilisation privative des moyens de coercition et d'administration de l'Etat, a permis effectivement la survie politique d'un grand nombre de dictateurs africains.

La corruption politique, en corrompant



le système politique lui-même, empêche aux mécanismes démocratiques de jouer le rôle qu'on est en droit d'attendre d'eux dans la lutte contre la corruption, dans la mesure où les mécanismes de responsabilité jouent difficilement dans un tel contexte.

Le mythe de la culture

L'un des arguments avancés pour justifier la corruption est le «relativisme culturel». La corruption est souvent présentée dans les pays développés comme un fait culturel de beaucoup de pays en développement.

Le fait que les gens tolèrent dans tel ou tel pays la demande d'une petite rémunération en échange de la fourniture de services administratifs (délivrance de permis, de licences, etc.) ne signifie pas nécessairement qu'ils l'approuvent.

Il se peut simplement qu'ils «la considèrent comme le moyen le plus efficace pour obtenir ce qu'ils veulent ou ce dont ils ont besoin... (ce) sentiment pouvant être progressivement ébranlé par la hausse des prix... ou anéanti plus brutalement lorsque les consommateurs en viennent à penser que la pénurie justifiant cette pratique est d'origine artificielle ou que d'autres solutions sont possibles». Que, dans le passé, le colonialisme ait contribué ou non au développement de la corruption, il semble néanmoins y avoir un lien très fort dans ce domaine entre un certain nombre d'ex-colonies et leurs anciens «maîtres» coloniaux d'Europe. On peut citer à titre d'exemple ce que l'on appelle la «Françafrique», expression dont l'inventeur fut Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire pendant 43 ans. François-Xavier Verschave a écrit dans *Noir Silence* que Félix Houphouët-Boigny donna de la «Françafrique» une expression achevée : «Lui et les réseaux français, (...), ont engrangé énormément de "fric" (...), il

était devenu, probablement, l'homme le plus riche d'Afrique noire. A sa mort, son pays croulait sous les dettes.» Ce ne fut pas le seul grand bénéficiaire de la «Françafrique». Toujours, selon le même auteur, Omar Bongo, président du Gabon pendant plus de 40 ans et «remplacé» par son fils, a été «peut-être l'auteur de la définition la plus explicite du clientélisme néocolonial : «L'Afrique sans la France, c'est une voiture sans chauffeur. La France sans l'Afrique, c'est une voiture sans carburant».

Dans la continuité des luttes pour la libération

Une conclusion constituant une riposte aux tenants de l'explication culturelle à la corruption pourrait être celle-ci : «Les

hommes publics sur lesquels la richesse est descendue tel un torrent impétueux et imprévisible ne sont pas les héritiers d'une tradition de comptes en banque confortables et de responsabilité publique ; ce sont les nouveaux riches de l'administration publique... Ceux qui se sont trouvés au bon endroit au bon moment.» (John Githongo, journaliste kenyan et militant anti-corruption).

La lutte contre la corruption nécessite des moyens juridiques nationaux et internationaux, mais elle est avant tout politique.

La dynamique citoyenne contre la corruption en Afrique, d'intensité inégale d'un pays à un autre, doit prendre plus d'ampleur, s'inscrire dans la continuité et développer des pratiques unitaires, les plus larges possibles, vers d'autres secteurs de la société concernés ou acquis à la lutte contre la corruption, en direction notamment des institutions de l'Etat et du secteur privé. L'objectif incontournable et à ne pas perdre de vue est de mettre en place des coalitions, seul instrument en mesure d'enregistrer des succès contre la corruption. Pour ce faire, l'ensemble des partenaires de la coalition – dont le but à terme est de bâtir un système national d'intégrité – doivent se doter des moyens pour lutter efficacement contre la corruption, dont ceux qui leur permettront de s'informer et de se former, et surtout de diffuser ces connaissances sur la corruption et les moyens de lutter contre.

Ce combat devrait permettre d'aider à poursuivre le rapprochement entre l'ensemble des militants africains qui luttent notamment contre la corruption et à encourager les contacts et les actions de solidarité, jetant ainsi les bases d'un vaste mouvement de lutte contre la corruption en Afrique.

Beaucoup l'ont payé de leur vie, qu'ils aient été militants de la décolonisation de l'Afrique, ou défenseurs de la démocratie après l'indépendance, ou de courageux journalistes qui ont tout donné pour la liberté de la presse.

Rien de surprenant que le combat de ceux qui luttent contre la corruption aujourd'hui s'inscrive dans la continuité des luttes pour la libération, l'émancipation et le développement de l'Afrique.

Djilali Hadjadj

De quand date la corruption ?

En décembre 1997, on a annoncé qu'une équipe d'archéologues néerlandais avait découvert dans la ville syrienne de Raqqa environ 150 inscriptions cunéiformes indiquant la présence d'un centre administratif de la civilisation assyrienne au XIII^e siècle avant J.-C. Le site contenait des archives spéciales provenant peut-être de l'équivalent d'un «ministère de l'Intérieur», où figurait une liste des employés acceptant des pots-de-vin, sur laquelle on peut lire les noms de hauts fonctionnaires et d'une princesse assyrienne.

LSC

DES MOTS POUR LE DIRE

Le cadeau empoisonné

«Je frémis à l'idée que l'on puisse prendre un élément inhérent à notre culture comme base d'explication raisonnée d'un comportement par ailleurs méprisable. Dans la conception africaine de la reconnaissance et de l'hospitalité, le cadeau est généralement un symbole. Il n'est pas exigé.

Sa signification réside habituellement dans sa valeur spirituelle plutôt que matérielle. On le fait normalement ouvertement, jamais en secret. Lorsqu'il est exagéré, il devient une gêne et est retourné. C'est plutôt cet aspect de notre culture qui a été perverti et détruit par la corruption.»

Obasanjo, ancien président du Nigeria